

Protection de l'environnement—Loi

de fusionner des organismes, prévoit de nouvelles peines dans certains cas et passe tout à fait à côté de son objectif.

Si j'ai tenu à participer au débat, c'est pour formuler le voeu que nous puissions un jour ou l'autre tenir un débat vraiment sérieux sur l'environnement. J'espère que ce débat échappera aux considérations partisans. A mon avis, il ne s'agit pas d'une cause qui soit l'apanage des conservateurs, des libéraux ou des néo-démocrates. Nous y sommes tous également intéressés. Nous devons tous l'accepter. Par conséquent, nous devons tous éprouver à son égard certaines appréhensions. Nous sommes devenus captifs de raisonnements fallacieux. Nous nous sommes tellement laissés accaparer l'esprit par de fausses valeurs que nous abandonnons l'important au profit de l'accessoire. Nous sommes peut-être prêts à admettre qu'il vaut infiniment mieux utiliser des sacs à ordures de plastique que des sacs à ordures de papier, et à y voir une manifestation du progrès de notre société, en oubliant que la diffusion de ces produits est la cause même d'un bon nombre des problèmes environnementaux auxquels nous faisons face à l'heure actuelle. Je ne suis pas là pour condamner les sacs à ordures de plastique. Ils sont le symbole des problèmes avec lesquels nous sommes aux prises. Je pourrais signaler toutes sortes de domaines où nous ne nous attaquons tout simplement pas à la racine du mal.

Je dis simplement qu'un projet de loi comme celui dont nous sommes saisis est essentiellement inutile. Il sert simplement à jeter de la poudre aux yeux. Il n'est que prétexte à un débat. Il ne s'attaque nullement aux problèmes avec lesquels, selon moi, notre pays est aux prises.

Dans les quelques instants qui me restent, je dirais que l'on croirait que nous devrions montrer un certain exemple sur ce point à titre de pays industrialisé soi-disant moderne et bien développé de sorte que les autres pays qui arrivent à ce stade puissent avoir une certaine idée de la façon dont ils doivent s'y préparer. Nous faisons plutôt tout le contraire. Cela me rappelle ce qui me paraît être l'un des plus graves actes criminels du siècle. Je veux parler du désastre de Bhopal, en Inde. Il découle en un sens de la décision d'une entreprise d'implanter dans un pays du tiers monde une usine qui était dangereuse. D'accord, l'Inde est un pays puissant, mais c'est encore un pays du tiers monde. On y avait implanté cette usine parce que cela présentait des avantages économiques.

Notre négligence désinvolte à l'égard de l'environnement et, en fait, de la vie humaine, est stupéfiante. Ceux qui ont voyagé dans les pays du tiers monde, ce qui est le cas de nombreux députés je crois, ont pu constater, et cela à maintes et maintes reprises, que nous sommes encore plus négligents à l'étranger que nous pouvons l'être chez nous, si c'est possible. Nous affichons plus d'indifférence pour l'environnement et négligeons davantage les mesures de protection et de contrôle qui s'imposeraient. Nous nous justifions toujours en disant que nous leur faisons une grande faveur et que nous leur fournissons des emplois parce que nous introduisons l'industrialisation dans des pays qui ont besoin de beaucoup d'aide. Je ne suis pas convaincu cependant que cette aide soit toujours du meilleur genre.

● (1330)

Lors de mon dernier voyage en Amérique centrale, j'ai trouvé qu'il y avait parfois de quoi pleurer en voyant de quelle

façon on était en train de détruire de merveilleux paysages aux lacs et aux forêts splendides. Par exemple, une usine où l'on fabrique des piles électriques vomissaient ses effluents dans un lac qu'elle détruisait pour des générations, pour des siècles. C'est tragique.

Cela me rappelle une phrase dont j'ignore l'auteur: une chose qui distingue l'espèce humaine de toutes les autres formes de vie, c'est que nous sommes les seuls à salir notre nid, que nous en sommes arrivés à un degré si élevé de maturité et d'intelligence que nous savons comment nous empoisonner nous-mêmes et la nature qui nous entoure.

Je ne veux pas passer beaucoup de temps sur les détails du projet de loi. Le député de Davenport (M. Caccia), notre critique de l'environnement, a fait du beau travail et d'autres députés ont parlé. Cependant, c'est vendredi après-midi et les vendredis après-midi favorisent les caprices et nous portent souvent à exprimer le fond de notre pensée. Cessons de bricoler. Cessons de discourir sur la navigation pendant que le bateau sombre. Je crois que la plupart des Canadiens veulent que nous prenions des mesures sérieuses pour l'environnement. Cessons de faire semblant, comme le projet de loi C-74, et faisons quelque chose de valable pour une fois.

M. Keeper: Monsieur le Président, comme la côté du gouvernement ne pose aucune question, et pour faire progresser le débat, je dirais que je me suis intéressé aux observations de mon collègue concernant le transport des marchandises dangereuses. Je les ai trouvées très instructives. Il a dit que lorsque le gouvernement auquel il appartenait faisait face à un important problème concernant l'environnement, plutôt que de s'intéresser à la question centrale de l'interdiction de transporter des marchandises dangereuses à travers les grandes régions métropolitaines, il s'occupait de questions périphériques. Ces questions étaient probablement importantes, mais elles étaient accessoires.

J'apprécie la franchise de mon collègue dans ce domaine et je me demande s'il peut nous renseigner de la même façon sur d'autres domaines. Y a-t-il d'autres domaines où, quand il était ministre dans le dernier gouvernement libéral, le gouvernement ne s'est pas attaqué aux questions centrales concernant l'environnement? Le député pourrait-il nous en parler?

M. Axworthy: Monsieur le Président, je pensais qu'une confession par après-midi suffirait.

Je n'ai pas donné cet exemple par masochisme ou pour faire mon autocritique. J'essayais plutôt de montrer comment les gouvernements reflètent le point de vue général de la société.

Nous avons commencé à nous occuper sérieusement du transport des marchandises dangereuses. Nous avons tenté d'aller au-delà de la réparation des effets des accidents et de nous attaquer à leurs causes. Nous avons sérieusement envisagé de réduire suffisamment la vitesse pour diminuer de beaucoup les risques d'accident. Nous avons commencé à travailler là-dessus dans une réunion. Nous avons réuni les grandes compagnies ferroviaires et nous leur avons pratiquement lancé un ultimatum pour qu'elles réduisent la vitesse dans les régions les plus peuplées. J'ignore comment cela s'est terminé parce que l'événement que l'on sait s'est malheureusement produit le 4 septembre 1984 et je n'ai pas pu continuer ce que j'avais commencé. Je ne sais pas si mon successeur a poursuivi l'affaire, et je ne m'y suis plus intéressé.